

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DES HISTORIENS ET LA PAIX MONDIALE

Avant la seconde guerre mondiale, nous avons été heureux de rédiger, pour les *Mélanges* offerts au grand historien viennois Alfons Dopsch, une étude intitulée *La Coopération intellectuelle avant le siècle des Nationalités*. Notre plaisir n'est pas moins grand aujourd'hui de rédiger la présente étude, de Coopération intellectuelle, elle aussi, pour les *Mélanges* offerts à notre grand ami catalan Puig i Cadafalch.

Comme Alfons Dopsch, historien de la civilisation, Puig i Cadafalch, éminent historien de l'art, a eu vraiment le sens de la Coopération intellectuelle internationale. Il a compté parmi les Présidents de notre inoubliable Congrès d'Oslo de 1928. Et au lendemain de la seconde guerre mondiale, dès que les relations ont été rétablies entre Barcelone et Paris, il nous a adressé un appel enthousiaste, pour que soit reprise l'oeuvre du Comité international des Sciences historiques, c'est-à-dire pour que les historiens persévèrent dans leur Coopération internationale.

Est-il donc si important que les historiens des différents pays collaborent? Nous répondrons à cette question en citant ce propos du Chancelier allemand von Bülow: «L'Entente occidentale serait possible, s'il n'y avait pas les historiens.»

Il parlait ainsi vers 1900. Et sa déclaration corroborait ce projet de résolution présenté par le professeur autrichien Moritz Hartmann, au Congrès international des Sciences historiques, le premier de ce nom, Congrès tenu à Rome en 1903: «La seconde section du Congrès exprime le voeu que la méthode d'enseignement soit l'objet d'une réforme dans tous les pays, de manière à donner la plus grande importance à l'histoire de la culture, de l'économie et au droit public, et à cesser de recourir à l'histoire en portant atteinte à l'objectivité

historique, pour exciter la haine à l'égard des nations étrangères.»

La haine à l'égard des nations étrangères! Moritz Hartmann, comme on l'a dit, savait à quoi s'en tenir, quand il signalait un semblable défaut qu'il avait observé dans son propre pays et dans les pays limitrophes.

L'histoire au service de la politique! Moi qui ai prôné naguère les vertus de l'histoire, à propos de la grande querelle Hanotaux-Valéry, je serais tout prêt maintenant à abonder dans le sens de ce dernier, si l'histoire devait servir d'instrument à la politique, comme ce fut trop souvent le cas dans le Siècle des Nationalités.

«L'histoire», a dit Paul Valéry, «est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intelligence ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues : il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines.»

Une des conditions pour qu'il n'en soit pas ainsi, c'est que l'historien ne reste pas rigoureusement enfermé dans son pays, dans l'histoire de son pays, dans le culte exclusif et exaltant de sa patrie nationale. C'est qu'il ait la possibilité de connaître les autres pays et les historiens de ces pays, qu'il cherche à les comprendre les uns et les autres et qu'il leur témoigne le respect qui leur est dû.

Ces buts sont ceux qu'on peut raisonnablement attendre de la Coopération internationale des historiens. Et c'est pour ces buts, entre autres, que fut créé en 1926 à Genève, sur l'initiative de l'historien polonais Halecki, Secrétaire de la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, et à l'instigation des historiens américains, représentés par MM. Leland et Shotwell, notre cher ancien Comité international des Sciences historiques, dont MM. Halvdan Koht (Norvège), Harold Temperley (Grande Bretagne), Waldo G. Leland (États-Unis d'Amérique), furent successivement présidents, et dont nous avons nous-même assumé le Secrétariat général jusqu'à la guerre de 1939, et au delà jusqu'en 1945, dans la mesure où l'état de guerre nous a laissé continuer notre oeuvre.

Jusqu'à la catastrophe de 1940, cette oeuvre avait été unanimement appréciée. Ensuite elle a cessé d'inspirer confiance, comme l'ensemble du mouvement pacifiste, dont elle était un des aspects. Maintenant

elle appartient à l'histoire, qui en jugera. C'est à ce titre que nous la présentons.

Notre Comité fut créé dans la même salle de l'Athénée de Genève où avait été fondée, en octobre 1863, la Société de la Croix Rouge internationale. Une inscription, en lettres d'or, pour celle-ci, et une autre, en lettres d'argent, pour celui-là,¹ rappellent ce double événement. Nous pensions que le Comité, poursuivant son oeuvre, comme la Croix-Rouge, en dehors de la politique et au-dessus d'elle, n'aurait jamais à l'interrompre et qu'il pourrait être lui aussi une institution permanente.

Quand le Comité fut fondé, la première guerre mondiale était finie depuis huit ans, et nous avions l'impression, avec Aristide Briand, que la grande route de la Paix passait entre la France et l'Allemagne, comme nous avons aujourd'hui l'impression qu'elle passe entre les États-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique.

À l'assemblée constitutive du 15 mai 1926, où l'Allemagne, celle de Weimar, avait été invitée par M. Leland, organisateur de la réunion, nous éprouvâmes une joie sincère à voir les Allemands venir à nous. C'était comme un gage de Paix. J'éprouvai deux ans plus tard une joie analogue en introduisant dans notre salle de séances, à Oslo, l'historien russe Pokrowski, Commissaire du peuple et Délégué soviétique. L'Allemagne et l'U.R.S.S. étaient entrées dans notre Comité, l'une et l'autre, avant d'avoir été admises à la Société des Nations. Une autre joie du même genre, encore, je l'éprouvai à Rome, quand Sa Sainteté Pie XI, me recevant en audience particulière, me fit connaître son intention de faire participer les historiens du Vatican à notre oeuvre de Science et de Paix. De Moscou au Vatican, comme de Paris à Berlin, comme de Washington à Tokyo, la famille des historiens pouvait être complète. Ainsi le nombre des Pays membres du Comité s'était élevé à quarante-six, à la veille de la seconde guerre mondiale.²

1. Elle fut apposée en 1938, à la suite de notre Congrès international de Zürich.

2. En voici la liste : Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Danemark, Dantzig, Egypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grande Bretagne, Grèce, Hongrie, Inde, Indochine, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lithuanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vatican, Yougoslavie. Quand la guerre éclata, il était question de nous adjoindre encore l'Afrique du Sud, l'Albanie, Madagascar, le Maroc, la Palestine, la Syrie.

Restant en dehors de la politique, nous n'avions pas cru devoir procéder à des exclusions, comme le firent la Société des Nations et son organe l'Institut International de Coopération Intellectuelle. D'autre part, nous avons cru pouvoir accueillir des Pays, qui, sans être souverains, avaient joué un important rôle historique.

D'après l'article premier de ses Statuts, le Comité a été créé «pour travailler au développement des Sciences historiques, en procédant par voie de Coopération internationale». Mais ce n'est pas seulement le développement des Sciences historiques qui est en cause. La Coopération implique toute une philosophie, et c'est l'esprit dont nous avons vécu.

Il se rattache au premier socialisme français, qui tendait au rassemblement, au rapprochement et à la collaboration de tous les éléments d'activité, en s'appliquant aussi à la conciliation des intérêts en cause. Tout en reconnaissant que l'antagonisme des intérêts ne cesse pas de mettre en opposition, sinon en lutte même les éléments d'activité, nous croyions pouvoir affirmer d'autre part que ces éléments sont toujours à certains égards solidaires, que cette solidarité peut et doit les amener à coopérer et que cette coopération est le meilleur moyen de maintenir la Paix entre les peuples, comme entre les classes, les partis et les individus.

Distinguant dans l'ensemble de la Coopération : la coopération politique, la coopération économique et la coopération intellectuelle, nous voulions y voir les trois piliers du monde nouveau, comme les contemporains de Montesquieu trouvaient dans la division des pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire, le fondement idéal de l'organisation future des États.

La coopération politique internationale devait s'entendre des liens politiques qui s'établissent entre les nations, des pactes qu'elles concluent, des efforts qu'elles font en commun pour assurer le maintien de la paix, soit dans une région particulière, soit dans l'ensemble du monde.

La coopération économique internationale, sans se désintéresser du maintien de la paix, tendait par des accords et des efforts communs à assurer le ravitaillement dans les meilleures conditions et à développer la prospérité économique pour chacun et pour tous.

Enfin, la coopération intellectuelle, servant de base aux deux précédentes, par les enseignements et les facilités qu'elle leur procure,

devait consister, d'après M. Gilbert Murray, Président de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle, à la Société des Nations, dans une triple action internationale : pour la protection des travailleurs intellectuels, pour l'avancement des connaissances, pour le rapprochement des intellectuels appelés à travailler ensemble, et par ces intellectuels, pour le rapprochement des peuples.

Dans la coopération intellectuelle elle-même, l'histoire devait avoir une place de choix, en projetant la notion de coopération dans le passé et en donnant de ce passé une nouvelle interprétation, basée, d'une façon générale, sur les rapports entre les peuples. De là l'histoire dite internationale, dont nous avons présenté la théorie et que nous nous sommes efforcé de faire admettre, en montrant que d'elle devait essentiellement s'inspirer notre Comité international.

Heureux les historiens qui ont vécu la belle époque d'entre les deux guerres, dans le plein épanouissement de l'intellectualité et quand le monde semblait orienté vers la Paix, quand les Nations, plus unies que divisées, se montraient disposées à coopérer, quand eux-mêmes les historiens avaient le sentiment de former une grande famille ! C'est dans cet esprit que notre collègue et ami polonais, l'éminent historien Halecki, présenta, avec l'émotion que l'on devine, l'oeuvre de notre Comité d'historiens, dans une séance de la Société d'Histoire Moderne, après le sacrifice de la Pologne en 1939 et à la veille de notre propre catastrophe. Ce n'était pas encore l'heure de la critique, et c'était celle du regret...

Le Comité des historiens, quand il était en pleine activité, de 1926 à 1940, a eu sa gloire et ses jours de gloire.

La gloire correspondait à son dynamisme, à son activité, à son rayonnement et aussi à la grande faveur dont a joui l'histoire après 1918. L'histoire tirait tout à elle, d'autant plus que l'esprit historique pénétrait dans la plupart des sciences, et que de nouvelles sciences d'organisation naissaient, en prenant l'histoire pour base. Et le Comité attirait l'opinion à lui, au nom de l'esprit historique, en même temps qu'au nom de la Science et de la Paix. C'était un centre de ralliement.

Les spécialistes, qui sentaient le besoin de se grouper, se plaçaient sous l'égide de notre Comité, pour se constituer en commissions, et nous les faisons profiter des subsides que nous allouait la Rockefeller Foundation. Ainsi nous avons eu jusqu'à vingt-huit commis-

sions, les unes dites intérieures, les autres dites extérieures, celles-ci plus autonomes et celles-là plus dépendantes.³

Les historiens des sciences sont venus à nous, et aussi les historiens littéraires. Les constitutionnalistes et les colonialistes. Les archivistes, les iconographes et les numismates. Les économistes, les démographes, les pacifistes. Les orientalistes, etc., etc.

Une fois constituée, notre organisation internationale a fait naître des Comités nationaux d'historiens dans un certain nombre de pays, à commencer par les Comités français et anglais. Et comme si ce n'était pas assez de ces organisations nationales, dans certains pays comme le nôtre, des Comités provinciaux se sont, par la même occasion, constitués, à leur tour.

Bien plus, pour la plus importante entreprise du Comité, qui était l'Annuaire de bibliographie, des bureaux bibliographiques nationaux se sont créés, en vue de collaborer avec le bureau central. On pouvait espérer que ces bureaux, constitués pour le dépouillement de la production historique dans chaque pays, pourraient étendre leur activité à d'autres domaines de la Science. Ainsi tous les savants pourraient bénéficier de cette innovation.

Nous avons dit encore que notre ancien Comité avait eu des jours de gloire. Ce fut à l'occasion de ses assemblées annuelles, réunies successivement à Göttingen, à Oslo, à Cambridge et Oxford, à Budapest, à La Haye, à Varsovie, à Paris, à Bucarest, à Zürich. Ce fut encore plus lors de ses grands congrès à Oslo en 1928, à Varsovie en 1933, à Zürich en 1938.

Le Congrès international réuni à Bruxelles en 1923 avait voulu

3. En voici la liste : 11 Commissions intérieures (1, de Publication ; 2, de Bibliographie ; 3, d'Histoire diplomatique ; 4, pour l'Histoire des Constitutions ; 5, pour l'Enseignement de l'Histoire ; 6, d'Iconographie ; 7, de Chronologie ; 8, pour l'Histoire de la Presse ; 9, des Archives ; 10, de Géographie historique ; 11, des grandes Voyages et des grandes Découvertes). — 17 Commissions extérieures (1, d'Histoire littéraire moderne ; 2, d'Histoire des sciences ; 3, d'Histoire coloniale ; 4, pour l'Histoire des Assemblées d'États ; 5, de Numismatique ; 6, pour l'Histoire des mouvements sociaux ; 7, pour l'Histoire des Banques et du Change ; 8, pour l'Histoire du despotisme éclairé ; 9, de Démographie historique ; 10, pour la Bibliographie des Archives du Vatican ; 11, des Abréviations ; 12, d'Histoire militaire comparée ; 13, pour l'Histoire de l'Extrême-Orient ; 14, pour l'Histoire de la Baltique ; 15, pour l'Histoire du Proche-Orient ; 16, d'Histoire ecclésiastique ; 17, pour la Bibliographie de l'Histoire du pacifisme). — Pendant la seconde guerre mondiale, le projet a été envisagé de constituer 6 autres Commissions : 1, pour l'Histoire de l'Inde ; 2, pour celle de l'Islam ; 3, pour celle de l'Afrique ; 4, pour celle de l'Amérique ; 5, pour celle de l'Europe ; 6, pour l'Histoire comparée des Révolutions.

s'affirmer comme le Congrès de la Victoire : il avait exclu les historiens des pays ex-ennemis, et les Russes eux-mêmes n'y étaient pas venus.

Au Congrès d'Oslo, en 1928, c'est une force magique, l'appel de la Paix, qui semble avoir attiré mille trente-trois historiens, appartenant à quarante pays. Les français, vainqueurs de la première guerre mondiale, avaient su cette fois sortir de chez eux. Ils étaient cent quarante-quatre, les plus nombreux après les norvégiens. Les allemands venaient ensuite avec cent vingt-sept délégués. Il y avait une délégation soviétique, dont la présence fit également sensation. Et deux grandes personnes morales avaient tenu à se faire représenter : le Saint-Siège et la Société des Nations.

Sans nous occuper de l'organisation technique du Congrès, parlons de l'esprit qui y a triomphé. On l'a appelé l'Esprit d'Oslo, et il n'a pas cessé d'inspirer notre ancien Comité. C'est l'esprit de coopération, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, avec le sentiment que la Science se trouve et doit rester au-dessus de la politique. L'Esprit d'Oslo c'est aussi la confiance...

Dirigés par le professeur Koht, assisté du docteur Vigander, les norvégiens ont fait merveille, en montrant qu'il n'y a pas antinomie entre le national et l'international, que les deux éléments peuvent parfaitement se concilier et même se combiner.

Notre Congrès international fut le grand événement norvégien de l'année, et il en fut question aussi dans la presse des autres pays. Pour nous toute la Norvège s'était mobilisée. Pour nous, les couleurs norvégiennes déployées très haut, fleurissaient les bois de sapins. Pour nous, les enfants des écoles et même tout bonnement les enfants des chemins lançaient des hurrahs enthousiastes.

Pensons à Ackershus, la vieille citadelle d'Oslo, où les mille congressistes s'étaient distribués dans une suite de salles, autour de tables surchargées de victuailles, comme au temps des Vikings. Au moment des toasts, ce fut une trompette guerrière, qui fit faire le silence ; son appel prolongé semblait venir de très loin, de siècles et de siècles d'histoire.

Pensons au banquet monstre du Congrès : huit cent couverts dans une immense salle basse, de style ancien ; une trentaine de discours ; le vaisseau des Vikings, en bloc de glace, porté autour des tables, rayonnant de lumière, comme une apparition ; le bruit des conversations

rivalisant avec l'orchestre, qui ne cessa de répandre sur nous des flots de rythmes, ceux de Sinding et ceux de Grieg.

Pensons à l'excursion du fjord d'Oslo, au dédale charmant de ses îles boisées que les navigateurs norvégiens d'autrefois prenaient pour des génies attachés à leur route.

Nous n'oublierons jamais la résurrection du passé norvégien, qu'il nous fut donné de voir à Lillehammer. Le docteur Sandvick y a constitué un musée de folklore unique au monde, avec plusieurs dizaines de maisons de bois transportées des vallées voisines, toutes meublées et de tous les âges. Pour nous, ce musée est devenu vivant. Ce fut comme l'apothéose de la mobilisation norvégienne pour le Congrès. Toute la société de Lillehammer, jeunes-gens et jeunes-filles, s'était mise sous les armes. Nous pensions voir des pièces de collections, des costumes de vitrines, des reproductions figurées de scènes d'autrefois. Mais nous avons eu des Vikings vivants, vêtus de la cotte de mailles, et qui aiguisaient leurs armes, comme si, depuis mille ans, ils étaient à ce même travail. Nous avons vu des soldats norvégiens de toutes les époques qui se sont appliqués à nous rendre les honneurs. Nous avons assisté à un repas, qui datait de plus d'un siècle. Nous avons été invités à un mariage de jadis, dans une église, comme il n'y en a plus, et la mariée avec ses longs cheveux et son diadème doré d'un autre âge, nous a paru extraite d'un vitrail.

La mobilisation pour notre Congrès s'étendit aux autres Pays Scandinaves. Les Suédois nous ont arrêtés au passage des Détroits, pour nous accueillir comme Gustave III faisait à nos lettrés du «Siècle des Lumières». Et les Danois nous ont également retenus à notre retour, pour nous montrer leurs trésors d'art et d'histoire : Roskilde et les châteaux, en nous rappelant ce que Christian IV fit pour la gloire et les services que Christian IX rendit à la Paix.

Cette ambiance a eu raison des antagonismes, entre lesquels les Congressistes risquaient de se partager.

Au début du Congrès d'Oslo, les historiens qui appartenaient à des Pays ex-ennemis, restaient face à face, sinon dressés les uns contre les autres. Dès qu'ils prenaient la parole, les congressistes semblaient marqués par la langue qu'ils employaient. Le français et l'allemand, dont ils usaient surtout, se faisaient concurrence.

Les historiens ne se trouvaient pas séparés simplement par la question des langues. Les sujets qu'ils traitaient, les thèses qu'ils

soutenaient, le point de vue qu'ils représentaient, leur mentalité même et le fait d'appartenir à une délégation nationale plus ou moins officielle, devaient, au moins dans une certaine mesure, les mettre en opposition.

D'un commun accord, la question des origines de la guerre avait été écartée des débats ; elle s'y montra à peine. Mais il y avait bien d'autres sujets délicats, notamment la question des nationalités et celle de l'enseignement de l'histoire.

On ne peut pas obliger les historiens à employer toujours des formules diplomatiques. Ils jugent bon de dire, ils doivent dire, ce qu'ils croient être la vérité, c'est-à-dire, leur vérité. Les historiens qui vont à un Congrès doivent se préparer à entendre soutenir des thèses qui peuvent ne pas être de leur goût, mais dont ils doivent, quand même, tenir compte.

Les Congrès valent particulièrement par les débats scientifiques, dont ils sont l'occasion. Discuter, en un certain sens, c'est déjà se rapprocher, c'est juger que l'opinion d'autrui est au moins discutable. Il aurait pu arriver que les représentants des camps adverses s'abstinsent de se rencontrer.

Le cas s'est présenté à Oslo, assez fréquemment, les premiers jours. On n'allait pas écouter les exposés des représentants de tel ou tel pays. Ou bien l'on venait, mais simplement, par politesse, en faisant remarquer cette bonne intention. Ou bien l'on se levait et l'on quittait la salle ostensiblement, pour ne pas écouter tel ou tel orateur. Par contre, dans certaines délégations, on applaudissait les siens avant qu'ils prissent la parole.

Ces façons d'agir se sont modifiées assez vite. Les contacts se sont multipliés. Il y a eu des discussions animées et fécondes, et longues, autant que l'emploi du temps le permettait. Des représentants d'une dizaine de pays, et parfois davantage, ont pris part à un même débat. Certaines discussions sont devenues brûlantes. On a même parlé d'incidents, mais il n'ont pas eu de suite.

À la Section pour l'enseignement de l'histoire, un jour le point de vue d'un français et celui d'un italien se sont heurtés, tandis que français et allemands étaient d'accord. Le lendemain, ce sont les points de vue français et allemand qui ont été en opposition.

En matière de coopération intellectuelle, il n'y a pas de victoire des uns sur les autres, parce que la coopération n'est possible que si l'on trouve une formule d'accord. Et l'on a trouvé pour clore l'inci-

dent en question cette indispensable formule. La voici, telle que la fit admettre un délégué français, M. Capra : «Le VI^e Congrès international des Sciences historiques émet le voeu que l'enseignement de l'histoire, s'inspirant des meilleures traditions de l'humanisme, contribuera au travail qui se poursuit de nos jours chez les peuples, pour mieux se connaître et se comprendre.»

Un conflit ne pouvait résulter des divergences constatées, parce qu'on avait fait un premier pas et même un grand voyage pour venir à Oslo, parce qu'on avait tenu à rencontrer son interlocuteur, parce que sur cette terre norvégienne si accueillante à tous, dans ce cadre du Congrès ouvert à tous, dans cette ambiance du Comité international, où tous les pays, grands ou petits, avaient été déclarés égaux, on se sentait serviteur de la même cause, la Science dans la Paix, et collègue, en dépit des frontières, de ceux avec qui, si l'on veut que la Science avance et que l'Humanité progresse, on est bien obligé de collaborer.

L'Esprit d'Oslo a commencé à porter ses fruits à Oslo même. Ce fut une minute inoubliable pour beaucoup d'entre nous, quand l'Assemblée générale du Comité international des Sciences historiques, réunie à l'issue du Congrès, clôtura ses travaux en applaudissant *unanimentement* le choix de Varsovie comme lieu de réunion du prochain Congrès international. Pour qui connut toutes les circonstances qui avaient précédé cette décision *unanime*, il n'y avait pas de doute que l'esprit d'Oslo n'était pas un leurre.

Les excursions qui ont suivi le Congrès ont achevé de confondre les délégations et de mêler les congressistes. À ce point de vue, comme à plusieurs autres, les excursions sont le complément indispensable des Congrès. Le paysage est là qui captive votre attention et vous fait éprouver des impressions communes. L'élément féminin joue son rôle, et les historiens avaient eu raison de ne pas venir seuls. On échange quelques paroles, d'abord par politesse. On veut plaire. Ensuite de petits liens se nouent. On est du même groupe, du même wagon, du même bateau, de la même auto et l'on en devient camarade. Les excursions finies, les congressistes gardent le souvenir les uns des autres et ils éprouvent le désir de ne plus se perdre absolument de vue.

Après le retour dans les patries respectives, certaines réactions ont pu se produire. Il a pu y avoir des tiraillements regrettables dans tel ou tel comité national. Les anciens congressistes ont dû

quelquefois céder au désir de leurs compatriotes de raidir leur attitude. Mais l'esprit d'Oslo, qu'il fût bon ou mauvais, subsistait autour du Comité international.

Les congrès internationaux qui ont suivi celui d'Oslo ont pu se ressentir fâcheusement de la tension des circonstances.⁴ Le Comité international n'en a pas moins continué et développé son oeuvre, au-dessus de la politique.

Tout ce qu'ont fait nos vingt-huit Commissions, nous ne saurions le dire, sous peine d'ajouter un rapport à tous ceux que nous avons présentés, lors des réunions du Comité. Nous n'insisterons que sur ce qui a trait à notre propos d'aujourd'hui : la Coopération internationale des historiens et la Paix.

Au premier plan est à mettre l'*Annuaire international de bibliographie historique*, le plus important des instruments de travail que le Comité a mis à la disposition des historiens.

Jusqu'en 1916, les historiens avaient disposé d'un annuaire allemand, les *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*. Les éditeurs de cet annuaire ayant obtenu le concours d'un certain nombre de collaborateurs étrangers, les *Jahresberichte* pouvaient être considérés jusqu'à un certain point comme une publication internationale. Cependant, la Direction de la publication restait uniquement allemande, et d'autre part, le travail fait pour les pays autres que ceux dits germaniques n'était pas suffisamment complet, pour dispenser les savants de ces autres pays de recourir aux annuaires nationaux ou aux bibliographies courantes publiées dans leurs pays respectifs.

Au Congrès des historiens réuni à Bruxelles en 1923, M. Jameson, Directeur à l'Institut Carnegie de Washington, proposa la reprise des *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft* sur un plan absolument international, avec le concours de tous les pays, les éditeurs allemands des *Jahresberichte* ayant donné l'assurance qu'ils ne continueraient pas à les publier dans leur ancienne forme.

Adopté par le Comité, doté pour cinq ans d'un fonds de quinze mille dollars par la Fondation Rockefeller, le projet fut discuté à fond et bientôt réalisé sous la direction du grand bibliographe français M. Pierre Caron.

4. Dans celui de Varsovie, en 1933, la Pologne trouva quand même le moyen de manifester brillamment sa résurrection. On ne saurait oublier la séance inaugurale à l'École Polytechnique, qui devait être plus tard incendiée, ni les excursions à Wieliczka, à Zakopane et sur la Dunajec.

Recevant, les 21 et 22 octobre 1926, les membres du Comité à l'Institut international de Coopération intellectuelle, M. Julien Luchaire, Directeur de cet Institut, leur avait déclaré à propos du projet d'Annuaire : «Je tiens à vous dire combien nous avons été heureux ici, à l'Institut, et, je crois, à la Société des Nations, que vous ayez pu constituer la jeune et déjà très solide organisation qui est la vôtre... Vous êtes en train de faire une oeuvre, dont la portée nous apparaît tout à fait grande. L'organisation des efforts conjoints des intellectuels dans ce monde ne peut se faire que comme vous le faites, c'est-à-dire, par une coordination spontanée et volontaire dans chaque ordre de la vie intellectuelle de ceux qui sont les guides et les chefs naturels de chacune des activités de *l'esprit humain*. Que les historiens les plus qualifiés du monde entier se soient réunis à travers toutes les difficultés, pour décider qu'ils allaient entre eux organiser les conditions nécessaires au progrès de leur science, c'est un exemple des plus beaux. Vous frayez ainsi la voie à la nouvelle organisation de la vie scientifique internationale que nous désirons tous.»

M. Pierre Caron, plaçant, lui comme nous, la Science au-dessus de la Politique, réserva aux bibliographes allemands, très expérimentés, une place importante dans la réalisation de l'entreprise. Et la Russie ne fut pas la dernière à s'y intéresser, suivant cette déclaration que nous fit M. Tarlé, l'actuel Président de l'Académie des Sciences soviétiques : «Je crois que toutes les institutions de Russie feront tout leur possible pour collaborer à vos travaux. L'oeuvre de l'Annuaire bibliographique on l'a beaucoup discutée en Russie, et nous sommes de tout coeur avec vous pour ce travail.»

Comme nous l'avions personnellement demandé dans nos rapports préparatoires, l'Annuaire international ne fut pas simplement la somme ou l'abrégé des annuaires nationaux. Il ne devait pas servir à l'histoire nationale, mais à l'histoire générale, disons même à l'histoire internationale, qui se surimpose en quelque sorte à l'histoire nationale, en étudiant spécialement les rapports entre les nations.

L'Annuaire a paru en treize gros volumes, pour quatorze ans, de 1926 à 1939. Le 13^e volume, publié en 1942, en pleine guerre, comprend notamment une section pour l'histoire des relations internationales et une autre pour l'histoire contemporaine, de 1919 à 1938.

Le Comité international des historiens a tenu, d'autre part, à collaborer à l'oeuvre considérable qui s'est faite après la première guerre

mondiale, pour essayer de réformer l'enseignement de l'histoire, en le désarmant en quelque sorte, en le rendant plus impartial, moins tendancieux, et, en même temps, moins belliqueux et moins agressif, par application de la formule que les internationalistes et les pacifistes avaient mise à la mode : «*Si vis pacem, para pacem.*»

A vrai dire, la Commission que le Comité se donna pour l'enseignement de l'histoire se montra très prudente. Elle avait pour Président un français, M. Glotz, et pour Secrétaire, un allemand, M. Brandt. Avec ses dix-sept membres, elle était la plus nombreuse de nos Commissions, plus de la moitié des pays membres de notre Comité ayant tenu à s'y faire représenter.

Elle ouvrit essentiellement une enquête sur les programmes en vigueur dans les différents pays, et sur les instructions dont les programmes s'accompagnent. Les résultats de l'enquête pour l'enseignement primaire et pour l'enseignement secondaire ont paru dans le Bulletin du Comité (numéros 13, 17 et 23).

Par les comparaisons qui se présentaient naturellement à l'esprit, les rapports préparés dans les différents pays devaient servir à établir «des ponts» en quelque sort entre les points de vue nationaux, c'est-à-dire, entre les diverses interprétations du passé, entre les «vérités», en vue d'arriver, par voie de compromis, à une vérité commune.

Considérant aussi l'enseignement de l'histoire comme une sorte de pyramide, dont la Science serait le sommet, nous pensions que les connaissances, découlant de ce sommet, devaient se répandre dans des cadres de plus en plus vastes : l'enseignement supérieur d'abord ; puis, l'enseignement secondaire, et enfin, l'enseignement primaire, qui s'étend le plus largement, en constituant la base de la pyramide.

C'est pourquoi, dans notre Commission, nous avons associé les professeurs d'histoire aux historiens purs. Et nous avons cru devoir encore entrer en contact avec les éducateurs, les autorités administratives et les grandes associations s'intéressant au même problème.

Nous nous sommes ainsi trouvé amené à fonder en 1932, en marge du Comité des Sciences historiques, avec MM. Altamira et Claparède, la Conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire, qui a groupé tous ces éléments et qui a tenu d'intéressantes réunions à Paris, à La Haye et à Bâle.

A l'intérieur du Comité des historiens, nous avons encore une Commission pour la bibliographie de l'histoire du pacifisme. M. Ter

Meulen, Bibliothécaire de la Cour Internationale de Justice de La Haye, en a été l'âme. Il a mené à bien l'établissement de cette bibliographie, qui montrait elle aussi notre intérêt pour la Paix du monde.

C'est le même but, en plus de l'avancement de la Science historique, que se proposaient implicitement nos autres Commissions et que nous poursuivions nous-même en publiant le Bulletin du Comité, dont quarante-sept numéros ont paru de 1926 à 1943.

La seconde guerre mondiale est malheureusement venue compromettre notre oeuvre. D'après les avis qui nous furent donnés, nous avons cru pouvoir la maintenir, jusqu'au jour à la fin de 1942, où il nous parut impossible de réserver notre liberté, c'est-à-dire, de soustraire le Secrétariat du Comité à l'action de la politique.

Nous avons donné notre démission en 1945, au moment de la création de l'U.N.E.S.C.O., quand il nous a paru que la Coopération intellectuelle s'engageait dans une voie nouvelle, et que notre ancien Comité, avec *l'esprit d'Oslo*, avait fait son temps. Un an plus tard notre cher Président américain, Waldo G. Leland, s'est également retiré.

Mais nous avons la joie d'annoncer, en terminant, que tout, de même le Comité international des Sciences historiques, c'est-à-dire, la Coopération internationale des historiens continue.

Après une réunion préparatoire en juin 1947, il a tenu de nouveau une assemblée générale à Paris, les 5 et 6 avril 1948, à l'occasion du Congrès du centenaire de la Révolution de 1848, et avec la participation des Délégués de dix-neuf pays.

Renouvelant le bureau du Comité, l'Assemblée a élu Président, M. Nabholz (Suisse), qui était un des deux Vice-présidents de l'ancien Comité ; Vice-présidents, M. Fawtier (France) et Sir Charles Webster (Grande-Bretagne) ; Trésorier, M. Largiader (Suisse) ; Secrétaire, M. Morazé (France).

L'Assemblée a reconstitué quatre des vingt-huit anciennes Commissions.⁵

Le Comité va remettre en train, toujours sous la direction de M. Caron, la publication de l'Annuaire bibliographique, avec l'appui financier de l'U.N.E.S.C.O. La Commission de l'enseignement ne figure pas parmi celles qui ont été reconstituées. Certaines le seront

5. Celle de Publication, celle de Bibliographie, celle d'Histoire diplomatique et celle d'Histoire constitutionnelle.

sans doute à l'occasion du Congrès international qui doit se tenir à Paris en 1950.⁶

Nous lui souhaitons ainsi qu'au nouveau Comité tout le succès possible, avec l'espoir que soit assurée comme naguère l'entière et libre coopération des historiens, sur le plan international, comme sur les différents plans nationaux, pour le plus grand profit de la Science et de la Paix.

MICHEL LHÉRITIER

Société des Études Historiques, Paris.

6. Parmi les publications que les Commissions avaient mises en train, citons en plus de l'Annuaire de Bibliographie : le *Repertorium der diplomatischen Vertreter* ; la *Costituzione degli Stati nell'Eta moderna* ; la *Bibliographie des Mélanges* (en préparation) ; la *Bibliographie d'Histoire coloniale* ; le *Tableau de l'expansion européenne du XII^e au XIX^e siècle* ; l'*Organisation corporative du Moyen Age à la fin de l'Ancien Régime* ; l'*History of the principal public Banks* ; le *Répertoire chronologique des littératures modernes* ; *Helicon* (revue d'histoire littéraire) ; la *Revue internationale d'Histoire militaire* ; *Archeion* (revue d'histoire des Sciences) ; etc.